

Recyclage, on reprend les mêmes et on recommence. La décadence de Macron

François BAYROU, le dernier joker d'Emmanuel Macron. En fait depuis le vote de la motion de censure rien ne change. Aujourd'hui le Modem encore plus petit en nombre de députés que LR voit un des siens nommé premier Ministre. En nommant un Premier ministre de son camp, Emmanuel Macron ne respecte pas, une nouvelle fois, le choix des urnes qui aurait dû le conduire à nommer un ministre de gauche issu de la coalition arrivée en tête.

En fait, battu aux européennes et aux législatives, Macron garde la main.

La nomination à Matignon de François Bayrou n'est pas acceptable. C'est un nouvel échec pour ce président qui cumule les revers depuis sa réélection. À droite toute. François Bayrou a feint de consulter, y compris à gauche. C'était bien sûr pour ne rien lâcher, en particulier sur les retraites. Aucune ouverture réelle. Voilà donc six mois que ça dure. Six mois pour en arriver là, après la décision jupitérienne et absurde de dissolution de l'Assemblée nationale, prise par Macron, seul. Qu'en espérait-il, quand il ne pouvait vraiment ignorer la perte de crédibilité de son camp, en échec aux élections européennes.

C'est à quoi il a décidé de s'opposer, à tout prix, gagnant du temps, repoussant sans cesse une décision de plus en plus difficile à prendre jusqu'à nommer, de manière à la fois pathétique et dérisoire, Michel Barnier, puis François Bayrou, comme s'ils avaient la clé de la situation. Si la justice fiscale, visant à reprendre aux plus fortunés ce qui leur a été octroyé par les gouvernements précédents, n'est pas à l'ordre du jour et si la réforme des retraites n'est pas abrogée, une nouvelle motion de censure de la gauche unie s'imposera, encore plus en cas de 49-3 ainsi qu'après sa déclaration de politique générale. Il pourrait y survivre grâce au RN, dont l'attitude sera déterminante pour faire adopter le projet de loi de finances 2025. L'enfance la grande oubliée du gouvernement Bayrou, pas de ministre ou de ministre délégué.

Dati, Valls, Darmanin ces ministres qui collectionnent les casseroles judiciaires. Plusieurs membres de l'équipe de François Bayrou ont connu par le passé des déboires judiciaires. Certains font encore face à la justice. Des choix à contrecourant du devoir d'exemplarité. Autrefois chantre de la lutte contre les atteintes à la probité et les abus de pouvoir, François Bayrou donne des leçons qu'il n'applique pas, ni pour lui-même, ni pour son gouvernement. Il aspirait à composer une équipe de « poids lourds » dont les casseroles judiciaires pèsent sur leur crédibilité. François Bayrou, ancien garde des Sceaux en 2017, son passage à la Chancellerie a été de courte durée. Un mois après son arrivée à ce poste, il a démissionné à cause de soupçons judiciaires dans l'affaire de détournements de fonds publics de son parti, le Modem.

Ce n'est pas une poignée de dirigeants « Les Républicains » quatrième force aux législatives ni des macaronistes serviles, dont le pédigrée symbolise le naufrage du projet présidentiel, qui pourront renouer le lien avec les citoyens. Fait d'« offre publique de participation », François Bayrou a raclé les fonds de tiroirs. La reconduction au ministère de l'Intérieur de Bruno Retailleau, obsédé par l'immigration au point de faire sien la préférence nationale chère à l'extrême droite, ou encore le pathétique repêchage d'Élisabeth Borne, madame 49.3 sur les retraites, sont autant de signaux de mépris envoyés aux Français.

La prétendue ouverture à gauche se solde par le retraitement de ministres en rupture depuis longtemps avec leur famille politique, à l'image de François Rebsamen, dont le passage au ministère du Travail a laissé de bien mauvais souvenirs aux salariés. Quant à la nomination de Manuel Valls, elle relève de la vaste pantalonnade.

Le centrisme de François Bayrou n'est qu'un artifice. Derrière la façade de la modération, se cache une acceptation complète des dogmes néolibéraux : la privatisation des services publics, la dérégulation des marchés, et une soumission constante aux diktats de l'Union européenne et des institutions financières. Ces choix, nous le savons, ne mènent qu'à une chose : le renforcement des inégalités et l'aggravation de la précarité. Alors que nos hôpitaux sont à bout de souffle, que les salaires, les retraites stagnent et que les jeunes peinent à imaginer un avenir, on nous propose la continuité d'une politique qui favorise les grandes entreprises au lieu d'investir dans les services publics entre autre. François Bayrou représente l'ancien monde, celui qui a échoué.

« Le roi ne lâche que lorsque le peuple arrache. » Victor Hugo.

EN 2025 MACRON POURRAIT AVOIR
RECOURS AU RÉFÉRENDUM—



TOUTS NOS VEOUX POUR 2025

Le Secrétariat

Réunion Santé 6/12/2024 avec le Député Neuder à St Etienne de St Geoirs

13 Présents(es). Parmi eux Nicolas BENOIT S.G -U.D 38 Damien Bagnis USD 38

Le début de la réunion le député Neuder essaie de nous faire le Compte rendu du vote de la censure du gouvernement Barnier, et des risques de non paiement des pensions de retraites, des difficultés que va rencontrer la Sécurité Sociale, le budget est en déficit. Sur les 80 milliards d'exonérations sociales, son opposition sur l'ONDAM* jugé beaucoup trop bas 2.1 milliard alors qu'il en faudrait 2 fois plus, et les aides apportées aux grands groupes dont Sanofi 1.5 milliard alors que ce groupe vend le doliprane aux USA, les aides de 2023 égales à 97.3 milliards plus 100 milliards de fraudes fiscales.

Nous recentrons très rapidement le débat sur l'objet de notre visite, la création de Centres de Santé, avec des praticiens salariés, il nous informe qu'aujourd'hui pour remplacer un médecin qui part en retraite il faut 2.3 jeunes médecins. De la souffrance de la population des difficultés pour se faire soigner et pire pour trouver un spécialiste.

Nous l'interpellons sur le G.I.P* que le département de l'Isère avec à sa tête, M. Barbier LR lui aussi, ne veut pas mettre en place, nous signale que cela n'est pas de sa compétence, EBER non plu n'est pas compétent que cela reste du domaine régalién (l'Etat). Il nous informe de la mise en place d'un comité de pilotage pour la création d'un Centre de Santé sur Beaurepaire. Il envisage de trouver 8 médecins, nous demandons que la CGT participe à de ce comité de pilotage ce qu'il accepte. Une prochaine réunion doit avoir lieu en janvier 2025, pour avancer et aboutir si possible en juin 2025 au plus tard septembre 2025.

Nous intervenons aussi sur les médecins étrangers les (PADHUE)* pour une reconnaissance de leur savoir en France, mais aussi les médecins Cubains .dont un grand nombre a exercé pendant la crise Covid.

Nous pouvons être satisfaits, fiers de voir aboutir la revendication que nous portons depuis de trop nombreuses années, la satisfaction de voir un Centre de Santé sur le territoire. Au-delà des difficultés de ces dernières années toutes nos démarches,débat, rencontres, réunions, actions, tractages démontrent le visage d'une CGT offensive sur plusieurs domaines dont la santé de la population. Nous avons par notre action fait un pas immense, de voir se concrétiser un projet indispensable pour l'avenir.

Maintenant nous devons rester extrêmement vigilants, il ne faudrait pas que ce Centre de Santé soit privé c'est-à-dire donné à un groupe privé où, certes les médecins seraient salariés, mais à contre sens de ce que nous voulons, de ce que la CGT veut. Voir le scandale des groupes privés dans les EHPAD !

Aujourd'hui, M. NEUDER, est nommé Ministre, Mme Dézarnaud sa colistière devient Députée. L'on sait son manque d'énergie, d'intérêt pour ce projet alors qu'elle était Présidente d'EBER. Nous sommes inquiets pour la population.

ONDAM * Objectif national des dépenses assurance maladie

PADHUE* Autorisation d'exercice des praticiens hors union européenne

GIP* Groupement d'Intérêt Public



Défaite pour le gouvernement sur les revalorisations des pensions de retraite.

Le ministre de l'Économie a été contraint d'annoncer la revalorisation des pensions de retraite de 2,2% au premier janvier 2025.

C'est une première bataille gagnée pour les retraité(e)s. Alors que le gouvernement avait prévu une revalorisation pour moitié en deux temps et pas pour tous les retraité(e)s, qu'on nous applique, à minima, le code de la Sécurité sociale n'est que justice.

Ce n'est malgré tout pas suffisant pour garantir le niveau des pensions des retraité(e)s, notamment sur les plus petites, qui subissent de plein fouet l'augmentation des dépenses incompressibles et contraintes (frais de santé, nourriture, énergie...).

À force de refuser d'entendre les revendications sociales portées par la CGT, notamment sur ce sujet, à travers les organisations de retraité(e)s telles que l'UCR CGT, le gouvernement a chuté.

C'est un signal fort et une leçon à retenir pour tout prochain gouvernement !

La nécessité d'une rupture.

La question actuelle n'est pas de savoir qui sera Premier ministre mais bien celle du programme. Les négociations de couloir et de compromis qui ne seront que des compromissions ne sont pas à la hauteur des enjeux et de l'urgence.

Notre système de santé est malade de quarante ans de renoncements face aux assauts du néolibéralisme, renforcés par les 7 ans de pouvoir d'E. Macron, promoteur sans entraves d'une politique de financiarisation de notre système de santé. Ce terme de financiarisation est également utilisé aujourd'hui par de nombreux acteurs qui vont de l'Académie de médecine à des économistes plutôt libéraux.

Nous sommes aujourd'hui à un tournant face à la dégradation de notre système de protection sociale. Le choix est entre le marché et le service public. Pour ceux qui continuent à croire aux vertus du marché dans ce secteur, les exemples des EHPAD avec ORPEA et des crèches avec People and Baby devraient les faire réfléchir.

La santé et le social sont antinomiques avec le marché et doivent s'appuyer sur les valeurs de solidarité, d'égalité et d'humanisme qui prévalent si nous nous considérons comme une société évoluée.

Le modèle opposé est celui en vigueur aux Etats-Unis, qui est en train de s'installer insidieusement en France et dans un grand nombre de pays européens. C'est celui de la santé, service marchand fonctionnant avec des prestataires et des assurances privés.

Nous connaissons, là aussi, le résultat avec un système très inégalitaire et des indicateurs de santé publique qui, comme aux Etats-Unis, tutoient ceux de pays qui étaient encore hier considérés comme en voie de développement. Pour ceux qui espèrent un avenir meilleur pour eux-mêmes et pour leurs enfants, le choix ne peut-être qu'une véritable politique de rupture qui s'appuie sur deux piliers : le service public et un financement intégral par la solidarité via la Sécurité sociale.

Rupture, car il s'agit d'aller rapidement vers une extinction des assurances complémentaires pour basculer vers des cotisations collectées par la seule Sécu qui deviendra le payeur unique des prestations.

Rupture, avec une réorganisation de la médecine de ville autour de **centres de santé avec des médecins et autres professionnels de santé salariés**.

Rupture, avec un système hospitalier offrant un service de proximité intégré avec la médecine de ville, les EHPAD et le médicosocial.

Rupture, avec une recherche publique sortant des griffes de l'industrie pharmaceutique.

Rupture, avec un pôle public du médicament et des produits de santé permettant d'en finir avec les brevets, les pénuries et les prix exorbitants des nouveaux produits.

Rupture, car il s'agit d'appliquer un programme s'appuyant sur celui du Nouveau Front populaire mais en l'améliorant, car il ne s'agit plus de mettre des pansements mais bien d'effectuer une véritable opération de transformation radicale pour sauver le malade.

LA CHRONIQUE DE
CHRISTOPHE
PRUDHOMME
MÉDECIN URGENTISTE



L'HÔPITAL PUBLIC
NOTRE BIEN COMMUN!

J'  Mon
**HÔPITAL
PUBLIC**
Je le défends!



Janvier est là : Trump le retour!

Comment ne pas ressentir de la rage devant le constat (même prévisible) que 72,6 millions d'Américains, soit la moitié des suffrages exprimés, aient donné leur précieuse voix à la campagne la plus raciste, la plus misogyne, la plus xénophobe et la plus violente de leur Histoire ?

Selon les sondages, 80% des Américains se disaient inquiets pour la démocratie... Tu m'étonnes ! Car si la démocratie permet des désaccords sur le droit à l'avortement, les conditions de citoyenneté, les politiques environnementales et économiques, elle souffrira en revanche de l'anéantissement des contres pouvoirs, des attaques contre la presse, les libertés syndicales, l'autonomie des institutions judiciaires...

Le contrôle politique du Sénat et des institutions par le nouveau président, ou la perspective d'une Cour Suprême conservatrice jusqu'à la fin de leur vie... ont effectivement de quoi inquiéter les Américains.

Mais heureusement il y a des activistes de gauche et des démocrates qui, même s'ils se sont réveillés avec la nausée, sont aussi plus déterminés que jamais à apporter la seule réponse face à la haine : militer sur le terrain, construire du lien social et de l'entraide.

Pour les dirigeants de l'extrême droite française, le succès de la campagne de Trump apporte la confirmation que l'élection présidentielle se jouera comme outre Atlantique, sur l'exploitation des frustrations et des colères des classes laborieuses malmenées par l'inflation, sans avoir besoin pour cela de toucher à la domination du capital !

Soyons vigilants !

Macron, on le sait, a perdu tout crédit politique depuis longtemps ; voilà qu'il ne s'attache même plus à sauver les apparences. « **Si ce n'était pas la France, vous seriez 10 000 fois plus dans la merde !** »
À Mayotte, au milieu du cataclysme laissé par le passage du cyclone Chido, les propos du chef de l'État sont ceux d'un despote colonial étranglé par son narcissisme.

À Doha, le Hamas et Israël avancent dans des négociations en vue d'un cessez-le-feu et d'une libération d'otages en échange de celle de prisonniers palestiniens.

Mais les deux parties ne semblent pas encore proches du but et le génocide continu.

Bachar Al Assad s'est enfui vers une destination inconnue.

Ce n'est sans doute pas la préoccupation la plus importante en Syrie. Mais l'euphorie pourrait bien laisser la place à la désillusion.

Si, en Syrie comme ailleurs, tout le monde se réjouit de la chute des Assad, les forces qui ont pris leur place ne sont peut-être pas porteuses d'un avenir très réjouissant.

je suis Syndiqué à la CGT aujourd'hui.

J'ai calculé combien cela me coûte réellement.

J'ai une Retraite de : 1398.70€, donc ma cotisation doit être de 1% soit : 13.98€ par mois.

Mais déduction faite après ma déclaration d'Impôt cela me coûte 4.60€ par mois, à condition que je déclare mes cotisations (un reçu pour l'année 2024 vous sera fournie)

Je suis remboursé en deux fois (une en début d'année et l'autre vers le mois de Septembre)

Alors pourquoi je ne suis pas à 1% ?

Décès		Ayons une pensée pour eux	
Mme	ALIX Jeanne	93 ans	Bougé Chambalud
Mr	FLORES Candido	83 ans	St Maurice l'Exil

Votre correspondant:

Nom :

La prochaine réunion de notre collectif aura lieu
Le Lundi 03 FEVRIER 2025 à 8h45 précises
Au foyer Henri BARBUSSE

Site internet : <https://ulroussillon.reference-syndicale.fr>

Notre 101^e département français ou une histoire coloniale dans un territoire en crise et une misère humaine qui s'ajoutent aux catastrophes naturelles.

1991 : Mayotte comptait 76 000 habitants,

2023 : 300 000 dont 100 000 immigrations illégales

Au départ, les Comores étaient composées de La Grande Comore, Anjouan, Mohéli et de Mayotte. C'est un ensemble géographique très ancien avec une même appartenance ethnique, historique et religieuse (l'Islam) car proche de l'Afrique.

Dans la mémoire précoloniale, les Comores étaient appelés « l'archipel aux sultans batailleurs » car caractérisées par des razzias et des rivalités entre sultans des quatre îles. Mayotte a été vendue par son sultan en 1811.

Les Comores ont été colonies françaises de 1846 à 1961 puis sont devenues département français en 2011.

Les accords de Paris du 15 juin 1973 avec la France et Moroni s'accordent pour une unité de territoire.

« Le mouvement des chatouilleuses » de 1966 à 1976 était un mouvement de protestations de femmes contre l'autorité territoriale à la veille de l'indépendance.

Ce mouvement, en mahorais, signifie « des actions pour chatouiller = humilier » a été lancé par Zaïma Méresse, sous Valérie Giscard d'Estaing suite à un référendum des îles comoriennes en 1976 où seuls les mahorais ont voté contre l'indépendance. La France décide de conserver Mayotte, à rebours de la position de l'ONU (Assemblée générale du 14/12/1973 rappelant l'unité et l'intégralité du territoire).

Rappelons-nous l'intervention du mercenaire Bob Dénard.

C'est un état bricolé (« magnégné » en mahorais). En 65 ans, Mayotte a connu 5 statuts différents d'où ce sentiment de déclassement.

Mais Mayotte représente des intérêts stratégiques importants pour la France. Située au cœur de l'Océan Indien, Mayotte est un lieu de passage mais aussi de contrôle. C'est pourquoi la France installe une base de la légion étrangère en 1975 puis une base navale de grande dimension en 1976.

Situation sociale du pays : 4 logements sur 10 sont en tôle (« les bangas ») et sont de l'habitat insalubre.

30% des logements n'ont pas d'eau et 10% pas d'électricité.

Des coupures d'eau jusqu'à 4 fois par semaine.

77 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté mais avec un PIB 9 fois supérieur des autres îles des Comores. Ce qui explique que depuis 1975 il y a un flux migratoire important. Celui-ci s'effectue au moyen des « kwassa-kwassa » qui sont de frêles embarcations de 6 à 9 mètres, surchargés, qui font les 70 kilomètres jusqu'à Mayotte.

C'est l'un des principaux cimetières marins, dont on ne parle pas.

Le développement économique est porté par la création d'emplois publics mais occupés, pour l'essentiel, par des « expats » (expatriés métropolitains) tandis que le taux d'emploi en 2018 pour les locaux est de 38%.

Les écoles sont surchargées, délabrées avec un sous-effectif d'enseignant. Les structures sont frappées par l'obsolescence, l'insuffisance de l'entretien et par l'afflux de nouvelles populations.

« Les difficultés d'accès aux services publics, l'insuffisance de la prise en charge des problèmes de santé, le manque de moyens, le déni des droits à l'éducation (des écoles en préfabriqués), l'inertie sur la protection de l'enfance, des délais de traitements excessifs sur la prise en charge de l'handicap, des atteintes aux droits répétés (RSA minoré de 50%) ont été constatés » dans le rapport « Mayotte sans droits » d'octobre 2019 par le défenseur des droits ».

« Les problèmes d'emploi et de formation professionnelle, le système éducatif au rabais avec la déscolarisation, le chômage, la malnutrition, le mal logement, la pauvreté, l'occidentalisation de la société avec la perte de ses valeurs traditionnelles, l'immigration explosive sont les conséquences d'une gouvernance post coloniale et d'un abandon programmé de l'Etat français ».

« Ce sentiment de dépossession s'est traduit par une hostilité grandissante vis-à-vis des personnes issues de l'immigration, prenant parfois la forme de mobilisations violentes. En 2016, à la suite d'une crise de l'eau imputée à la surpopulation du territoire provoquée par l'immigration clandestine, des collectifs villageois de Mahorais se sont formés pour procéder à des « décasages » qui ont pris la forme d'opérations d'identification et d'expulsion de personnes en situation irrégulière installées sur des terrains qui ne leur appartenaient pas, sans susciter de réaction de la part de l'État qui a laissé faire.

Si ces mobilisations illégales ne doivent bien sûr pas être légitimées, il faut rappeler le terreau dans lequel elles s'inscrivent et qui les a rendues possibles et comment elles ont pu préfigurer cette opération de « reprise » par le gouvernement, déjà mis à mal par des difficultés administratives et diplomatiques et dont l'efficacité sur les moyens et longs termes posent de nombreuses questions. »

Ce qui a encouragé le ministre de l'intérieur **Gérard Darmanin** à lancer l'Opération «Wuambusha » (reprise en mahorais) le **24 avril 2023**, à Mayotte.

C'est une action militaro-policière (de 1800 agents) qui a pour objectif de détruire des bidonvilles et d'expulser 10 000 étrangers. Celui-ci avait affirmé « l'Etat va mettre de l'ordre » : opération de « décasages » de destructions des cases ! A ce titre la France a été condamnée à plusieurs reprises pour des pratiques de rattachements arbitraires de mineurs à des adultes qu'ils ne connaissent pas. (Cimade - mai 2023).

En avril 2024, Darmanin récidive par l'acte II de son opération « place nette » (Wuambushu) afin de lutter « contre l'insécurité, l'immigration illégale et l'habitat insalubre » (dixit Darmanin) ainsi que l'idée de supprimer le droit du sol pour le territoire de Mayotte (février 2024).

Mi mars 2024, apparition du choléra. Cette maladie est propagée par l'absorption d'aliments ou d'eau contaminée. « Le choléra reste une menace à l'échelle mondiale ». 20 pays sont concernés. «Il est un indicateur d'absence d'équité et d'un développement social insuffisant ». Wikipédia

21 novembre : une nouvelle opération de destructions est prévue, menée par l'Etat, pour démanteler le bidonville de Mavadzani et ses 2000 habitants. La plupart sont en situations irrégulières et non pas de solutions de relogements.

14 décembre 2024, le cyclone Chido s'abat sur l'archipel avec des vents de plus de 220 kilomètres par heure et laisse celui-ci sous les décombres : des bidonvilles détruits (25% des « bangas »), le système hospitalier endommagé, le port dévasté.

Cette dévastation démontre le désintéressement de la métropole, la faillite des administrations publiques par une approche verticale de Paris et des décisions paternalistes.

Cette catastrophe illustre la vulnérabilité des territoires les plus pauvres face aux changements climatiques Le père Noël arrive le 19 décembre avec une hotte pleine de paroles vides et parfois choquantes* quand il évoque la faute aux émigrés. Une manière de se défaire de ces responsabilités dans ce drame humain.

Des propos choquants que Macron a tenu et qui ont paru dans Valeurs Actuelles en octobre 2019 et dans Le Monde en avril 2023 (« des propos racistes et homophobes » sic).

Dans sa hotte il promet 18 millions d'euros alors que pour le nettoyage de la seine au JOP on a trouvé 1,5 milliards d'euros.

Puis il est reparti et a annoncé une journée de deuil national le lundi 23 décembre où, très ému, sur le parvis de l'Élysée il nous a fait« pleurer ». NB on n'a pas entendu nos grands donateurs de la reconstruction Notre Dame proposer quelques deniers.

Le 30 décembre c'est au tour du nouveau 1er ministre pour combien de temps, François Bayrou, accompagné de 49,3 (E. Borde), du docteur Scweitzer-Neuder et plus, annonce « un plan Mayotte » ; un programme miraculeux de fin d'année promettant « d'interdire la reconstruction des bidonvilles » (où vont-ils aller ?), de promettre le rétablissement de l'électricité « d'ici fin janvier » en attendant ? Comment vont-ils faire ?, le retour de la production d'eau potable comme avant le cyclone, pour début janvier alors qu'il y avait déjà des coupures et l'envoi de gendarmes et de policiers supplémentaires.

